

relations avec les pays de l'Est. Ce n'est qu'en 1983 qu'un Conseil commercial Canada-Europe de l'Est s'est constitué à l'initiative de la Division internationale de la Chambre de Commerce du Canada. Puis, en 1985, ce Conseil, qui aidait les entreprises commerçant avec l'URSS et l'Europe de l'Est, a signé un accord de coopération avec la Chambre de l'Industrie soviétique. En 1988, un Conseil commercial Canada-URSS a été fondé à l'initiative d'un groupe d'hommes d'affaires canadiens importants intéressés par les opportunités créées par la *perestroïka*. En 1990, ce Conseil commercial comptait de nombreux membres soviétiques, plus de 120 entreprises canadiennes y étaient affiliées, et il avait ouvert des bureaux à Toronto et à Moscou. Les événements survenus en Europe de l'Est en 1989 ont incité à mettre sur pied d'autres conseils bilatéraux, notamment avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

L'enchaînement des bouleversements politiques en Pologne et en Hongrie, en 1989, et les réactions occidentales qui ont suivi, ont provoqué une réponse, certes tardive, du gouvernement canadien. Au cours du sommet économique de juillet, le programme d'aide internationale à la Pologne et à la Hongrie, baptisé « PHARE » (Pologne — Hongrie : Assistance à la reconstruction économique), a été lancé. La Commission des communautés européennes a été chargée de coordonner les efforts des vingt-quatre pays occidentaux (le Groupe des 24), dont le Canada, qui avaient accepté d'y participer. Le premier ministre Mulroney a fait savoir en octobre que la part du Canada s'élèverait à 32 millions de dollars, destinés principalement à la Pologne, et que cette somme servirait à financer une aide alimentaire et une assurance-crédit spéciale visant à faciliter l'achat de biens d'importation dont le besoin se fait pressant.

LA VISITE DE B. MULRONEY À MOSCOU

La visite du premier ministre en Union soviétique en novembre 1989 était l'occasion pour Ottawa de montrer que le gouvernement canadien n'était pas plus lent que la population canadienne ou le reste du monde à répondre aux processus de réforme engagés dans les pays socialistes. Le hasard a fait que les bouleversements qui se sont enchaînés en Europe orientale à l'automne 1989 ont accru l'intérêt du public canadien pour ce voyage officiel.

Au cours de sa visite en URSS, M. Mulroney a fait tout son possible pour montrer qu'il soutenait les réformes entreprises par M. Gorbatchev. Dans une déclaration publiée par son Cabinet à la veille du voyage, on pouvait lire les propos suivants : « Il est évident que les changements révolutionnaires dont le président Gorbatchev se fait le champion offrent aux

relations Est-Ouest leur meilleure chance depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Reprenant cette idée dans l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion d'un dîner officiel donné au Kremlin le jour de son arrivée, le premier ministre s'est dit « intimement convaincu qu'il est à l'évidence de l'intérêt de tous que [vos] réformes aboutissent ». Puis il a ajouté que le Canada « se félicitait de la plus grande intégration de l'URSS dans l'économie mondiale » et qu'il « appuierait une participation progressive des Soviétiques au système commercial et financier international à mesure que les réformes de la *perestroïka* créeraient les conditions d'une réussite. » Il a précisé, à ce propos, qu'une coopération étroite entre l'URSS et l'OCDE serait une bonne chose, ainsi qu'un siège d'observateur au GATT, dont l'Union soviétique pourrait éventuellement devenir membre. Dans un discours prononcé le surlendemain à Moscou, M. Mulroney s'est résumé comme suit : « Les relations Est-Ouest n'ont jamais été aussi prometteuses depuis la guerre, et les relations entre le Canada et l'URSS sont prêtes pour un nouveau départ ». Par ses déclarations officielles faites dans le cadre du voyage en URSS, le premier ministre tournait donc la page sur les précédentes déclarations officielles équivoques d'Ottawa.

Le gouvernement canadien était impatient de prouver au public qu'une nouvelle substance ainsi qu'un nouveau discours avaient émergé de cette visite. Pendant son séjour à Moscou, le premier ministre a signé pas moins de dix accords de coopération bilatéraux, allant des utilisations pacifiques de l'énergie atomique à la lutte contre la toxicomanie (narcotiques). Bien qu'ils aient tous eu une dimension politique, deux de ces accords revêtaient une importance particulière pour l'avenir des échanges commerciaux. Le premier, un accord exhaustif de protection réciproque des investissements, vise manifestement à encourager les entreprises canadiennes à investir dans l'économie soviétique. Cet accord, qui est le premier du genre conclu par le Canada, fournit des garanties officielles dont les investisseurs canadiens ne bénéficiaient pas jusqu'ici à l'étranger. Le deuxième est un accord cadre qui autorise les provinces canadiennes et les républiques soviétiques à coopérer directement entre elles à titre individuel dans les domaines économiques, scientifiques, techniques et culturels. L'annonce, durant la visite de M. Mulroney à Moscou, de l'ouverture prochaine d'un consulat canadien à Kiev a pris une importance particulière à la lumière de cet accord.

Le premier ministre a aussi voulu profiter de cette visite officielle pour prouver aux industries canadiennes que le gouvernement appuyait leurs initiatives. Ainsi, il a invité une délégation nombreuse (240 personnes) du milieu des entreprises à l'accompagner en URSS et, avec son homologue soviétique, le premier ministre Ryzhkov, il a ouvert la première réunion du nouveau Conseil commercial Canada-URSS.